

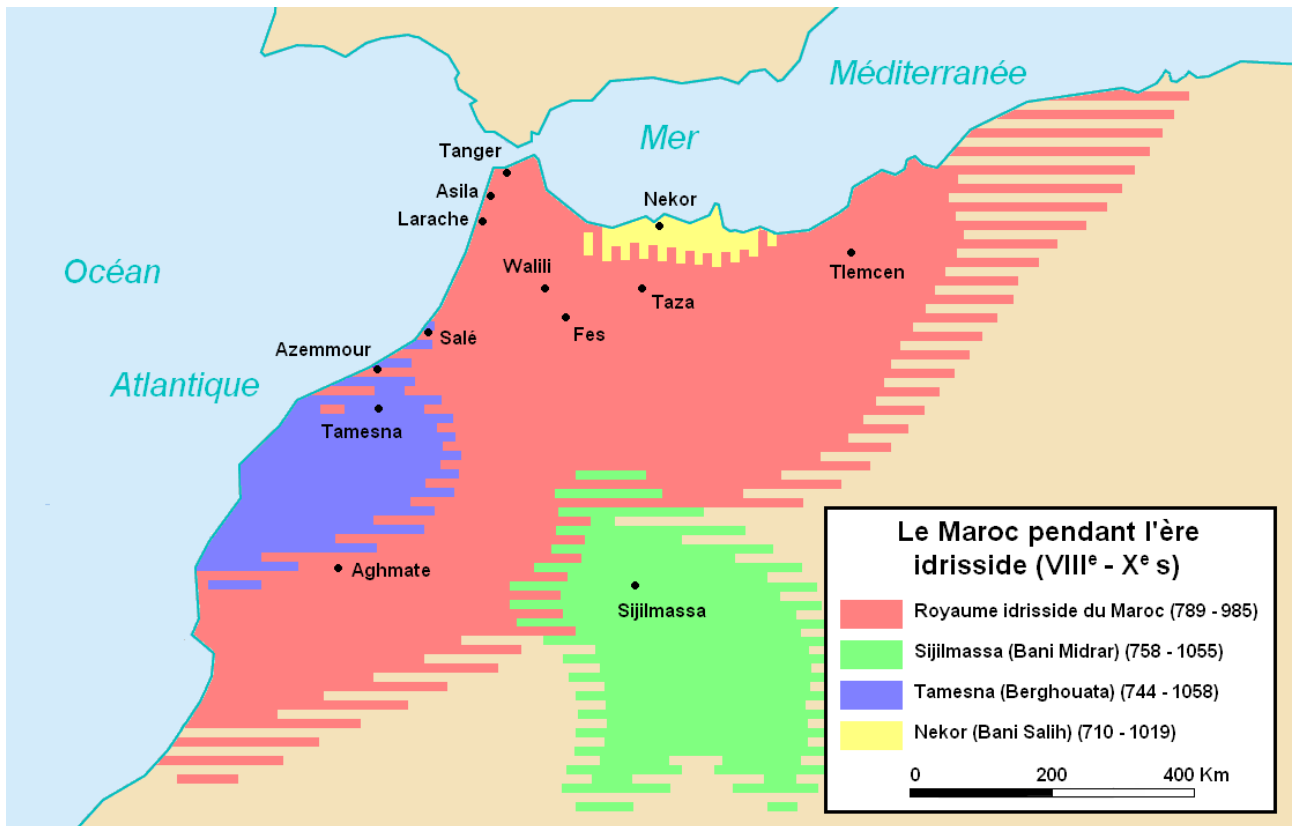
**5 février 789 : naissance du royaume du Maroc.**

**Moulay Idrîss (arrière petit-fils du calife Ali et de Fatima, fille de Mahomet.), né en 743 à La Mecque, est reconnu comme roi par les Berbères de la région de Fès et devient le 1<sup>er</sup> roi du Maroc.**

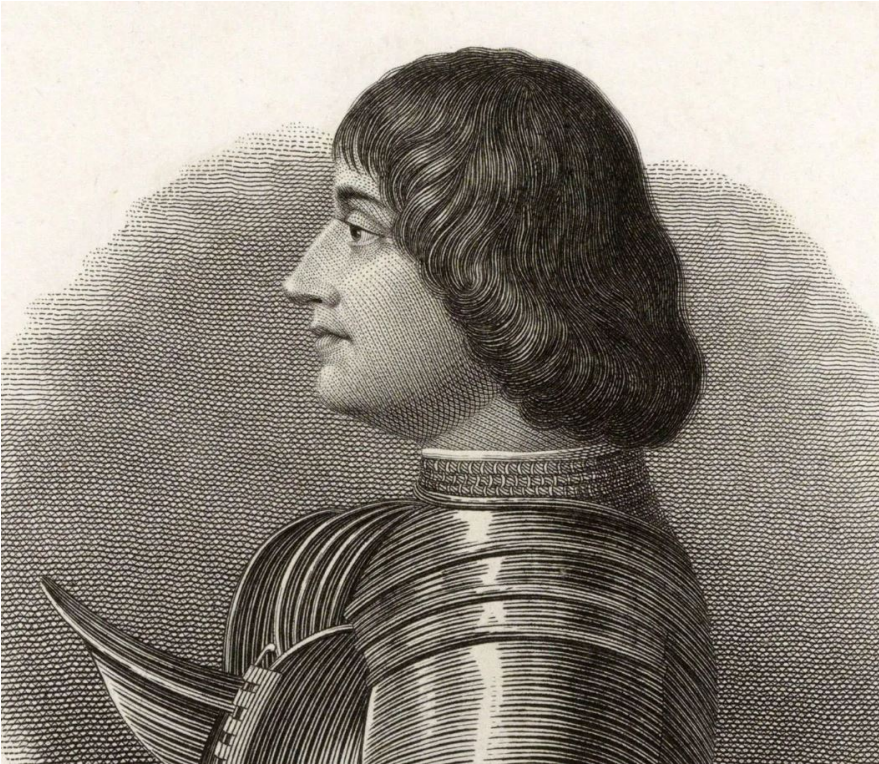
Selon Ibn Khaldoun, en 786, Husayn, arrière-petit-fils du calife Ali ibn Abi Talib, prend les armes à la Mecque contre le calife Al-Hadi, mais il est définitivement défait à la bataille de Fakh. Parmi les révoltés, il y avait Yahya, fils d'Idris qui fuit vers Daylem au Tabaristan. Son père Idris réussit à rejoindre l'Égypte où Rachid un affranchi de Saleh (fils du calife Al Mansour) fournit des chevaux pour l'aider à s'échapper au Maghreb. En 788 à 789, Idris et son affranchi Rachid arrivent sains et saufs à Walili (ville ancienne sur le mont Zerhun à six ou sept lieues de Fès au Maroc), Volubilis, construite par les romains antiques.

Idris demande la protection du chef des Awraba Ishaq b. Muhammad b. Humayd et règne sur un petit État dans la région de Volubilis (Walili), État indépendant du califat. Plusieurs confédérations berbères (Zouagha, Luwata, Sedrata, Ghiata, Nefzaoua, Miknassa, Ghomara) se rallient à la cause d'Idris qui finit par recevoir le serment de fidélité de toutes les populations berbères. Le frère de ce dernier, Sulayman Ibn Abd Allah al-Kamil se fixe après la mort de son frère à Tlemcen et dans ses environs.

En 789 à 790, Idris rassemble son armée et vient aux portes de Tlemcen, qui était sous le contrôle des Maghraouas et des Ifrenides. Ces derniers font leur soumission à Idris. Ibn Khaldoun indique que l'émir de Tlemcen était Muhammed b. Kahzer b. Sulat entre 789 et 790 dans une version de son texte mais indique un autre émir Abou Qurra et une autre version des faits dans d'autres chapitres. Idris construit sa première mosquée à Tlemcen. Mais de retour à Walili, l'imam Idris est empoisonné par Ash-Shammakh, un déserteur de la cause Abbasside, entre les années 791 et 792.



**5 février 1500 : Ludovic Sforza aidé de mercenaires suisses et allemands reprend Milan aux Français.**



Il ne reste qu'une seule journée et repart pour Pavie pour organiser l'armée. Mais, le 10 avril, trahi par des mercenaires suisses lors du siège français de la ville de Novare, il tombe entre les mains de l'armée française alors qu'il tente de s'enfuir en se dissimulant sous des vêtements de simple soldat et est livré au général français La Trémoille.

### **5 février 1679 : traité de Nimègue.**

La signature du traité de paix marque la fin de la guerre de Hollande (débutée en 1672) qui a opposé la France (pour une fois alliée à l'Angleterre), aux Provinces-Unies et à l'Espagne. Après une phase d'opérations navales alternant désastres et indécisions pour les anglo-français de 1672 à 1673, l'invasion du territoire hollandais par Louis XIV provoque l'extension du conflit et la fin de l'alliance avec l'Angleterre.



**5 février 1782 : prise des colonies hollandaises (actuel Guyana - Amérique du Sud).**

**Le capitaine de vaisseau Guy-Armand de Coëtnempren de Kersaint, commandant la frégate *Iphigénie* prend, avec quatre autres bâtiments, les comptoirs de Demerara, Essequibo et Berbice que les Anglais avaient eux-mêmes enlevés aux Hollandais.**

\*\*\*



**Guy-Armand Simon de Coëtnempren de Kersaint, comte de Kersaint**, né au Havre le 20 juillet 1742, et guillotiné à Paris le 4 décembre 1793, est un officier de marine, écrivain et conventionnel français du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Garde-marine à Brest en novembre 1755 après avoir fait une campagne comme volontaire dans l'escadre de Mac Nemara, il est promu enseigne de vaisseau en avril 1757. Il embarque sur *L'Intrépide*, commandé par son père, Guy François de Kersaint, participe à la campagne d'Angola et des Antilles et aux combats livrés à cette occasion. Passé l'année suivante sur *l'Améthyste* et en 1760 sur *l'Opale*, il navigua aux Antilles en mission d'escorte

La paix revenue, il repasse dans ces eaux en 1765 sur *La Danaé*. Enseigne de vaisseau, il reçoit le commandement de la chaloupe canonnière *La Lunette* en 1767, et prend part à la campagne du Maroc sous les ordres du comte de Breugnon. Ce dernier, envoyé extraordinaire du roi Louis XV, signe un traité avec Mohammed III, le 28 mai 1767. Sur la *Belle-Poule* en 1768 aux Antilles, il est promu lieutenant de vaisseau en février 1770 et commanda en 1771 le *Rossignol* à la Martinique.

Commandant la *Favorite* en 1776-1777, puis *l'Iphigénie* en mars 1778, il fait avec cette frégate une fructueuse campagne en Manche sous les ordres du comte d'Orvilliers puis aux Antilles au cours de laquelle il prit les frégates britanniques *Lively* et *Cérès* puis participe aux opérations contre la Dominique. capitaine de vaisseau en mars 1779, il combat en 1780 dans l'escadre du comte de Guichen contre l'amiral Rodney et s'empare le 29 avril d'une corvette britannique.

En janvier 1782, commandant une division de cinq bâtiments menés par *l'Iphigénie*, il attaqua et fit capituler les établissements d'Essequibo et de Berbice en Guyane conquis l'année précédente pas les Anglais. Revenu en France à la paix, il s'intéressa à divers problèmes techniques (doublage en cuivre, voiles, cuisines à bord), voyagea en Grande-Bretagne et inonda les bureaux de projets de réforme de la marine. Commandant le *Réfléchi* en 1784, le *Léopard* en 1787, il expérimenta sur ce vaisseau, à la demande du ministre, diverses innovations techniques. En 1789, il est très fier de son invention : une certaine coupe triangulaire pour les basses voiles des vaisseaux. Son projet est partout repoussé. Le 16 décembre 1789, il démissionne de la marine. Il est alors âgé de 47 ans.

Rallié aux idées nouvelles, président de l'assemblée des électeurs de Paris en 1789, il présenta vainement à la Constituante un plan de réorganisation de la marine. C'est l'officier de vaisseau qui s'engage le plus dans la Révolution. Il multiplie ses idées utopiques auprès de la Constituante. Il souhaite rétablir la presse, moins coûteuse que le système des classes. La Constituante le repousse.

Contre-amiral en janvier 1792, administrateur du département de la Seine, il s'inscrit aux Jacobins puis aux Feuillants après la fusillade du champ de mars (juillet 1791). Il est élu député suppléant de Paris à la Législative (octobre 1791) puis député girondin de Seine-et-Oise à la Convention (septembre 1792). Les conventionnels le désignent pour siéger dans trois des huit comités créés par cette nouvelle assemblée, le seul avec Merlino, son collègue de l'Ain, à avoir rallié autant de suffrages, signe de la notoriété qu'il avait acquise.

Vice-amiral en janvier 1793, il vota la réclusion de Louis XVI. Sommé de se rétracter à la barre de la Convention, il refuse et démissionne le 20 janvier 1793. Cette démission marque le début d'un fatal engrenage, le voile se déchire. Il est comte, breton et catholique. La mort du Roi, c'est trop. Il écrit : « *Si j'ai été réduit à être le collègue des panégyristes et des promoteurs du 2 septembre* (début des massacres de septembre), *je veux défendre ma mémoire du reproche*

*d'avoir été leur complice... Demain, il ne sera plus temps ».*

Sa démission est jugée « *impudente* » par la Convention. Du Bouchage ayant émigré, il est candidat malheureux au ministère de la Marine. Malgré l'insurrection parisienne du 31 mai 1793, il ne veut pas émigrer. Destitué en juillet 1793, il est arrêté à Ville-d'Avray le 2 octobre, enfermé à l'Abbaye, jugé devant le Tribunal révolutionnaire le 4 décembre 1793, condamné à mort et guillotiné le même jour.

**5 février 1840 : naissance de Hiram Maxim, inventeur britannique (d'origine américaine) de la mitrailleuse du même nom.**



Enfant, Maxim fut frappé par le recul d'un fusil. Cela lui donna l'idée de réutiliser cette force afin d'automatiser les fusils existants.

Il travaille sur diverses méthodes entre 1883 et 1885, mais c'est après avoir déménagé en Angleterre et s'être installé dans une grande maison à West Norwood qu'il affine la conception d'une arme automatique, développant un mécanisme qui utilise le recul pour fermer la culasse et compresser un ressort afin de préparer automatiquement l'arme pour son prochain tir. Il passe des annonces dans la presse locale afin d'avertir ses voisins qu'il procède à des expériences avec des fusils dans son jardin et pour leur conseiller de garder leurs fenêtres ouvertes pour éviter qu'elles ne cassent.

Maxim trouve un fabricant d'armes pour construire sa mitrailleuse à Crayford, dans le comté

de Kent. Le fabricant, incorporé sous le nom *Vickers, Son & Maxim* en 1896, produira une version améliorée de l'arme, la mitrailleuse lourde Vickers, qui sera la mitrailleuse britannique standard pendant de nombreuses années.

Les mitrailleuses *Maxim* s'avéreront plus performantes que leurs concurrentes, *Hotchkiss* et *Skoda*. L'armée allemande adoptera logiquement la Maxim sous le nom de MG 08, MG signifiant en allemand *Maschinengewehr* (ce qui signifie mitrailleuse en français).

### 5 février 1880 : naissance de Gabriel Voisin, pionnier français de l'aéronautique.

**Gabriel Voisin**, né le 5 février 1880 à Belleville-sur-Saône et mort le 25 décembre 1973 à Ozenay<sup>2</sup>, est l'un des plus célèbres pionniers français de l'aéronautique, tant civile que militaire, ainsi qu'un fabricant d'automobiles de luxe à la marque « *Avions Voisin* ».

Fils et petit-fils de fondeurs des côtés paternel et maternel, Gabriel Voisin fait ses études au Lycée Ampère puis à l'école des Beaux-Arts de Lyon. Parallèlement à ses cours aux Beaux-Arts, il travaille comme dessinateur industriel dans le cabinet de M. Peguin à Lyon. Pendant son adolescence il se livre avec son frère Charles à de nombreuses constructions artisanales, tricycle à pétrole, bateau à vapeur sur la Saône, et de nombreux essais de cerfs volants et de planeurs.

Son expérience dans le domaine des engins volants lui vaut d'être embauché en 1903 comme dessinateur pour Ernest Archdeacon, l'un des promoteurs et mécènes de l'aéronautique naissante.

Ci-dessous : Entretien de Gabriel Voisin avec Pierre Bellemare en 1970.

<https://theatrum-belli.com/wp-content/uploads/2024/02/Interview-de-Gabriel-Voisin-par-Pierre-Bellemare-en-1970.mp3>

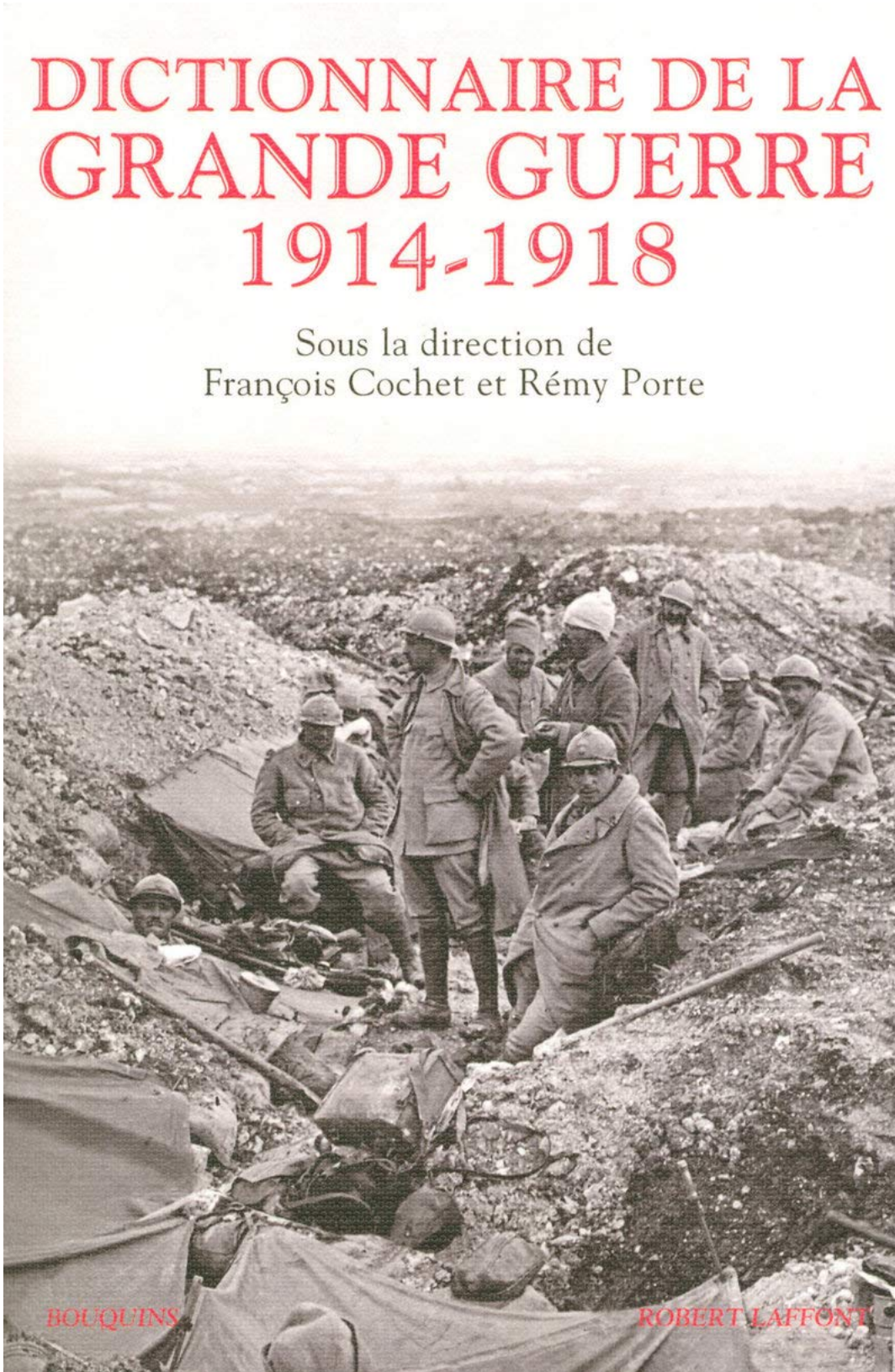


**5 février 1915 : censure météorologique (France).**

« Les journaux français ne sont plus autorisés à publier des informations météorologiques pour ne pas renseigner les services de navigation aérienne ennemis » (Rémy Porte).

# DICTIONNAIRE DE LA GRANDE GUERRE 1914-1918

Sous la direction de  
François Cochet et Rémy Porte



**5 février 1925 : naissance du capitaine Louis-Jean Lay.**

**Louis-Jean Lay, né le 5 février 1925 à Quảng Trị d'un père français, Henri Lucien Gaillard, officier de l'infanterie coloniale, et d'une mère vietnamienne, Thi Dong Nguyễn. Blessé 3 fois et titulaire de 14 citations.**



Ancien de l'école des enfants de troupes de Đà Lạt (Viêt Nam), il a rejoint le 10<sup>e</sup> RMIC (10<sup>e</sup> Régiment Mixte d'Infanterie Coloniale) en 1943 sous le grade de caporal-chef.

Commence alors pour lui une longue carrière à travers l'Indochine puis l'Algérie où il a gravi tous les échelons jusqu'au grade de Capitaine en 1965 au sein du 1<sup>er</sup> RPIMA. Officier, chevalier puis commandeur de la Légion d'honneur, sa bravoure est devenue légendaire au sein de l'armée française.

Engagé à 18 ans en 1943 au 10<sup>e</sup> Régiment de Marche d'Infanterie Coloniale. Dès 1945 Louis rejoint Saïgon après la prise par les japonais. Il participe comme Sergent aux actions de guérilla contre les japonais dans la brousse. Il se laisse faire prisonnier sur ordre et libéré en août 1945. Il est affecté au Bataillon de Montagnards d'Extrême Orient comme sous-officier renseignement. Sergent-chef en 1946 comme interprète et adjoint de l'officier d'un groupement.

Adjudant en 1948, adjudant-Chef en 1953, il est à la tête d'un corps franc de partisans spécialisés dans la recherche du renseignement et les actions spécialisés. Après 14 ans en Indochine, il est unanimement reconnu pour ses qualités d'observations et de combattant, il est alors titulaire de 13 citations.

Fin 1957 Louis est affecté en Algérie comme chef d'antenne opérationnelle de recherche, il se distingue dans 3 opérations importantes et est nommé sous-Lieutenant. Muté alors au 1<sup>er</sup> RPIMA, nommé capitaine, il quitte l'armée et rejoint l'éducation nationale.

Louis-Jean Lay, ce combattant légendaire, un homme hors du commun, est décédé le 1<sup>er</sup> juillet 2010 à Biarritz. Un parcours de vie qui suscite l'admiration, nous préservons sa mémoire de héros et c'est les mots du poème de Charles Péguy qui me viennent à l'esprit devant tant de bravoure :

Nous en avons tant vu, dame de pauvreté,  
Nous n'avons plus de goût pour de nouveaux regards,  
Nous en avons tant fait, temple de pureté,  
Nous n'avons plus de goût pour de nouveaux hasards.

Nous avons combattu de si ferventes guerres  
Par-devant le Seigneur et le Dieu des armées,  
Nous avons parcouru de si mouvantes terres,  
Nous nous sommes acquis si hautes renommées

Nous sommes ces soldats qui grognaient par le monde,

Mais qui marchaient toujours et n'ont jamais plié,  
Nous sommes cette Église et ce faisceau lié,  
Nous sommes cette race éternelle et profonde.

Nous en avons trop pris, nous sommes résolus.  
Nous ne voulons plus rien que par obéissance,  
Et rester sous les coups d'une auguste puissance,  
Miroir des temps futurs et des temps révolus.

**Charles Péguy (1872-1914)**

**Tombé au champ d'honneur**

*Cinq Prières dans la cathédrale de Chartres*

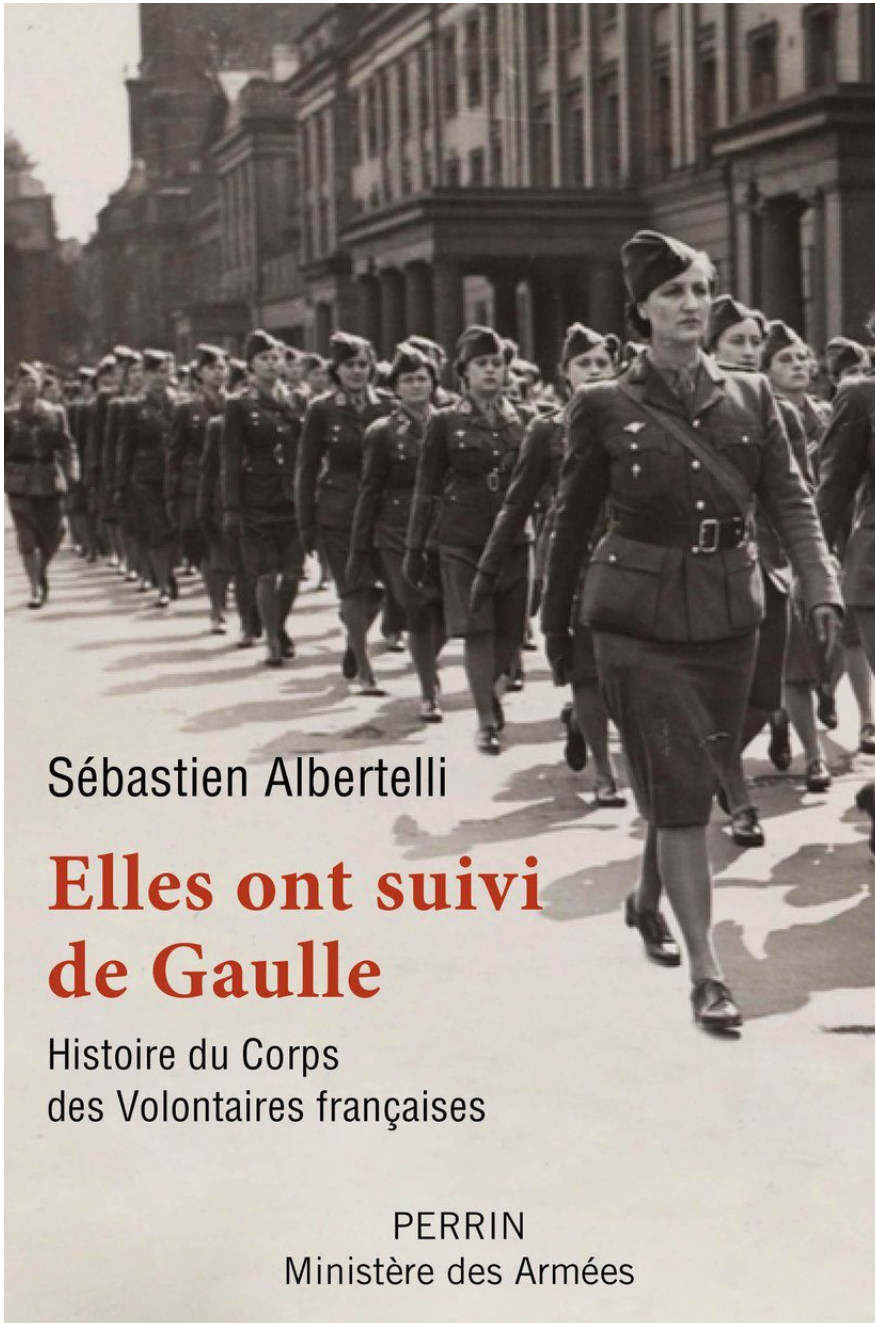
**5 février 1941 : un équipage français disparaît dans le désert.**

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

**5 février 1944 : mort au combat de Marie-Alphonsine Lorette (28 ans), ambulancière militaire française, première femme décorée de la Médaille militaire.**

En 1943, Marie-Alphonsine Lorette, vit à Alger où elle épouse un sous-officier des tirailleurs de la 3<sup>e</sup> Division d'infanterie algérienne.



Le 8 mars 1943, elle s'engage au titre du 27<sup>e</sup> Escadron du Train. En juillet, après avoir reçu une formation militaire de base, elle rejoint à Sétif, les « *Chaufferettes* » la section d'ambulancières féminines du 3<sup>e</sup> Bataillon médical de la 3<sup>e</sup> Division d'infanterie algérienne. Elle y reçoit une instruction technique (marche en convoi, entretien des Dodge WC54, brancardage, secourisme...).

En décembre 1943, le 3<sup>e</sup> Bataillon médical débarque à Naples. Le 6 janvier 1944, le bataillon et ses « *Chaufferettes* » montent au front devant la Ligne Gustav près de Monte Cassino. L'unité s'installe dans la cuvette de Casale. La section d'ambulancières est affectée au poste de

secours des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> compagnies de ramassage sur la route de San Elia. Les « *Chaufferettes* » font des allers-retours entre les postes et le bataillon médical. La route d'Acquafondata à San Elia dans la vallée du Rapido, est surnommée la « *Route aux frissons* » ou « *Route de la mort* », car elle est visible des observatoires de l'artillerie allemande qui la pilonne. Les missions se font de nuit.

Le 5 février 1944, Marie-Alphonsine Loretti, se porte volontaire avec cinq de ses camarades pour aller chercher de nuit des blessés près du village de Terelle où un bataillon de tirailleurs a subi de lourdes pertes. L'aller se passe bien, mais au retour, en sortant du mont Rapido, les deux ambulances sont bloquées par une jeep en feu qui vient de sauter sur une mine. L'artillerie allemande ouvre le feu sur les ambulances. Sous le tir ennemi, les ambulancières font des allers-retours entre les véhicules et une ruine pour y mettre à l'abri les blessés.

Sous ce bombardement, Marie-Alphonsine Loretti est mortellement blessée aux jambes par des éclats d'obus. Ses camarades dont certaines sont, elles-mêmes, blessées, lui posent des garrots, mais ne peuvent endiguer les hémorragies. Elle décède quelques minutes après l'arrêt du tir. Marie-Alphonsine Loretti, surnommé « *Lorette* », est la première des cinq ambulancières tuées pendant la campagne d'Italie. Le 6 février 1944, lors de son enterrement avec les honneurs militaires, le général Alphonse Juin, lui remet, à titre posthume, la Croix de Guerre et la première Médaille militaire décernée à une femme.

**Ci-dessous : Conférence de l'historien Sébastien Albertelli sur l'*Histoire du corps des volontaires françaises* au [Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon](#) (mars 2022).**

<https://theatrum-belli.com/wp-content/uploads/2024/02/Elles-ont-suivi-De-Gaulle.-Histoire-du-Corps-des-Volontaires-francaises.mp3>

**5 février 1951 : création de la ligne DEW (États-Unis - Canada).**

La DEW (*Distant Early Warning line*) est une ligne avancée d'alerte précoce constituée de stations radars réparties essentiellement au nord du Canada. Son objectif est au début de détecter toute tentative d'intrusion des bombardiers soviétiques à long rayon d'action puis les trajectoires balistiques venant d'URSS et passant par le pôle Nord. Avec l'avènement des satellites d'observation, cette ligne a été quasiment démantelée.



Crédit : DR.

**5 février 1956 : création du Comité de recherche des applications militaires de l'énergie atomique, actuelle Division des applications militaires du CEA.**

[View Fullscreen](#)  
[Aller au contenu PDF](#)

**5 février 1969 : Yasser Arafat est élu à la tête de l'Organisation de libération de la Palestine.**



**Yasser Arafat, né le 24 août 1929 au Caire en Égypte et mort le 11 novembre 2004 à Clamart (Hauts-de-Seine, France), de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qoudwa al-Husseini et connu aussi sous son surnom (*kounya*) d'Abou Ammar, est un activiste et homme d'État palestinien.**

Dirigeant du Fatah puis également de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat est resté pendant plusieurs décennies une figure controversée de l'expression des aspirations nationales des Palestiniens avant d'apparaître pour Israël comme un partenaire de discussions dans le cadre du processus de paix israélo-palestinien dans les années 1990.

Yasser Arafat représente alors les Palestiniens dans les différentes négociations de paix et signe les accords d'Oslo en 1993. Il devient le premier président de la nouvelle Autorité palestinienne et reçoit le prix Nobel de la paix 1994 en compagnie de Shimon Peres et Yitzhak Rabin.

À partir de 2001, après l'échec du sommet de Taba et le déclenchement de la seconde intifada, il perd progressivement de son crédit auprès d'une partie de son peuple qui lui reproche la corruption de son autorité. Il se retrouve isolé sur la scène internationale tandis que les Israéliens élisent Ariel Sharon au poste de Premier ministre d'Israël, amenant un durcissement de la position israélienne vis-à-vis du dirigeant palestinien, contraint à ne plus

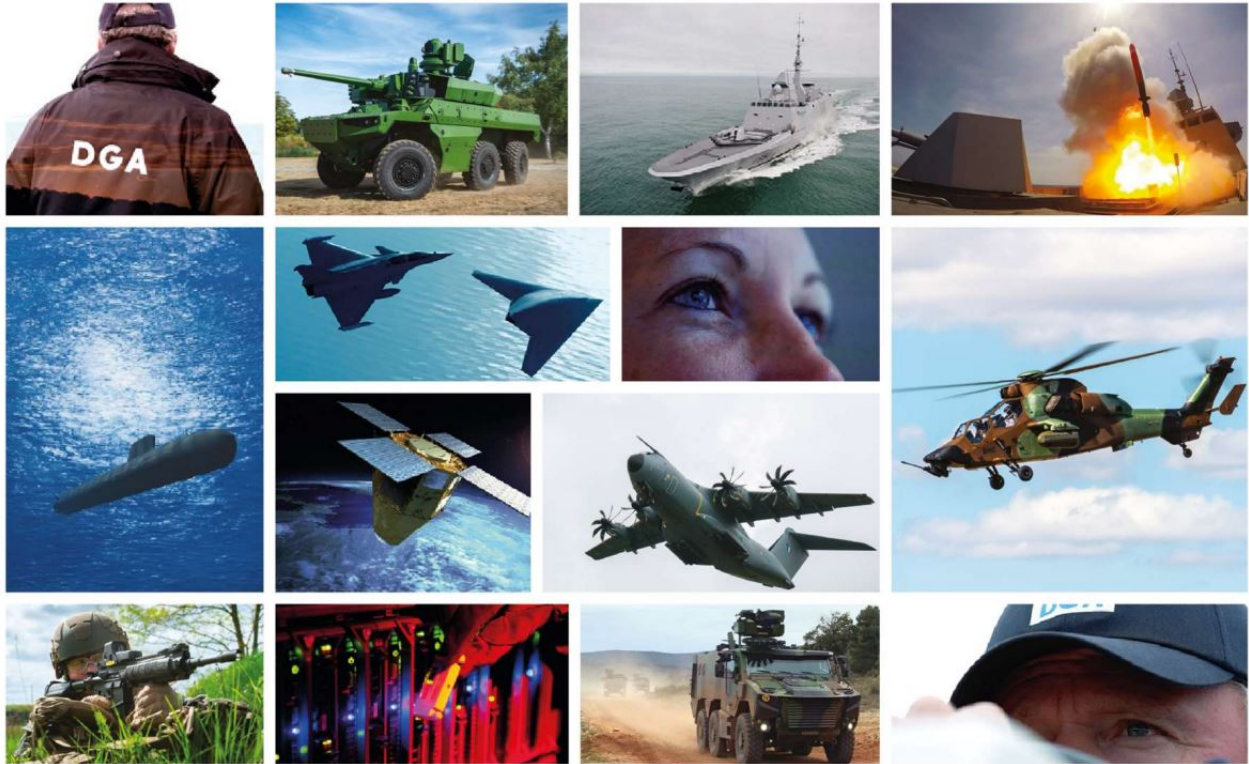
quitter Ramallah. Cet isolement n'est rompu qu'à la veille de sa mort, quand il est emmené d'urgence à Clamart, où il meurt à 75 ans.



Yitzhak Rabin, Bill Clinton et Yasser Arafat, le 28 sept 1995. Crédit : Doug Mills.

### 5 février 1977 : la DMA devient la DGA.

La *Délégation ministérielle pour l'armement* (créée en 1961) se transforme en ***Délégation générale pour l'armement***. Elle ne prend l'appellation de « **Direction** » qu'en 2009. Elle a pour missions d'équiper les forces, de préparer le futur en anticipant les risques et menaces et promeut les exportations d'armement.



### 5 février 1994 : attentat au marché Markale (Sarajevo).

À 12h20, un obus de mortier de 120 mm s'abat en plein cœur du marché de Markale et tue 68 personnes et cause 200 blessés. En heurtant un auvent, la charge explose en effet à hauteur d'hommes, ce qui en décuple les effets mortels. Deux thèses s'opposent alors. Dès les premiers instants, les Musulmans accusent les Serbes d'avoir tiré un obus de mortier depuis les collines environnantes. Ces derniers dénoncent une machination destinée à les faire accuser. Ce n'est qu'en 2003 que le Tribunal pénal international pour la Yougoslavie établit les responsabilités dans cet attentat et désigne le général Stanislav Galic (Bosniaque serbe) comme responsable de ce bombardement. Malgré son appel, il fut condamné à la prison à vie en 2006 et purge sa peine en Allemagne. À noter qu'un second massacre a lieu au même endroit le 28 août 1995.

**5 février 2003 : devant le Conseil de sécurité des Nation unies, le général américain Colin Powell (1937-2021) ment éhontément sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak.**

La France ne voulant pas suivre les États-Unis et la Grande-Bretagne dans cette guerre illégale (sans accord des Nations unies), Washington décide alors de « punir » la France en bloquant le ravitaillement de composants et de pièces détachées pour des systèmes d'armes ; exemple avec les catapultes (américaines) sur notre porte-avions (témoignage du général d'armée -ER-Henri Bentégeat). Cet incident met en lumière des problèmes de souveraineté en matière d'armement lorsque des systèmes sont achetés à l'étranger, et plus particulièrement aux États-Unis avec leur réglementation ITAR (*International Traffic in Arms Regulations*).

### 5 février 2011 : entrée en vigueur du traité New START (armements nucléaires).

**Le 8 avril 2010, le président américain Barack Obama et son homologue russe Dmitri Medvedev ont apposé leur signature sur le [traité New START](#) dans le décor historique du château de Prague. Cette cérémonie marquait l'aboutissement de négociations intensives menées pendant près d'un an entre les deux principales puissances nucléaires mondiales.**

L'accord intervient dans une période de relative détente entre Washington et Moscou. L'élection de Barack Obama en 2008 s'accompagne d'une volonté affichée de renouer le dialogue avec la Russie. De son côté, le président Dmitri Medvedev, également élu en 2008, montre des dispositions favorables à la négociation, malgré les tensions nées de la guerre russo-géorgienne la même année.

Les deux dirigeants se rencontrent pour la première fois en avril 2009 à Londres, en marge du sommet du G20. Ils y établissent les bases d'un futur accord de réduction des armements stratégiques. Cette rencontre intervient dans un contexte urgent : le traité START I, signé en 1991, a expiré le 5 décembre 2009, laissant un vide juridique dans l'architecture du contrôle des armements nucléaires.

Dans son discours de Prague du 5 avril 2009, Obama avait déclaré son engagement à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires, confirmant que les négociations d'un nouveau traité avec la Russie constitueraient une priorité de son administration. En geste d'apaisement, il annonce le gel du projet de bouclier antimissile américain en Europe, source majeure de tension avec Moscou.

**Les négociations formelles débutent le 24 avril 2009 à Rome.** Les délégations se retrouvent ensuite à Moscou en mai 2009. Le 6 juillet 2009, lors d'un sommet bilatéral dans la capitale russe, Obama et Medvedev signent un mémorandum d'accord intermédiaire qui fixe les objectifs des négociateurs.

Ce document prévoit deux plafonds centraux : un pour les vecteurs stratégiques de livraison, dans une fourchette de 500 à 1100 unités, et un autre pour les ogives nucléaires associées, compris entre 1500 et 1675 têtes. Il est également convenu de maintenir les mécanismes de vérification du traité START I.

Les négociations se poursuivent principalement à Genève entre septembre 2009 et mars 2010. Rose Gottemoeller dirige la délégation américaine en qualité de négociatrice en chef, assistée par Ellen Tauscher et une équipe d'experts du département d'État. Le processus mobilise l'ensemble de l'appareil gouvernemental américain, impliquant le département de la Défense, les chefs d'état-major et la Maison Blanche.

Le 26 mars 2010, les deux présidents annoncent être parvenus à un accord final. Treize jours plus tard, le 8 avril, ils se retrouvent à Prague pour apposer leur signature. La signature se déroule dans une atmosphère empreinte de solennité et d'optimisme. Dans les salons dorés du château de Prague, Barack Obama déclare : « Lorsque les États-Unis et la Russie sont capables de s'entendre sur les dossiers les plus importants, c'est bon pour nos deux pays, mais aussi pour le monde entier. »

Dmitri Medvedev se montre particulièrement enthousiaste, affirmant : « Le plus important, c'est qu'il n'y a pas un gagnant et un perdant dans ce traité. C'est gagnant-gagnant. » Les images de la cérémonie montrent deux dirigeants détendus et souriants, Obama droitier et Medvedev gaucher signant côte à côte ce document qualifié d'historique.

## Le contenu du traité

Le traité New START, dont l'intitulé complet est « *Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie relatif aux mesures de réduction et de limitation supplémentaires des armements offensifs stratégiques* », comprend seize articles principaux accompagnés d'un protocole en dix parties et trois annexes.

L'accord établit trois limites quantitatives principales. Chaque partie s'engage à ne pas dépasser 1550 ogives nucléaires stratégiques déployées, soit une réduction d'environ 30% par rapport au plafond de 2200 têtes fixé par le traité SORT de 2002. Le nombre de vecteurs de livraison déployés (missiles balistiques intercontinentaux, missiles balistiques lancés depuis des sous-marins et bombardiers lourds) est plafonné à 700 unités. Le total combiné de lanceurs et bombardiers, déployés ou non, ne peut excéder 800 unités.

Le traité définit précisément les systèmes d'armes concernés. Un missile balistique intercontinental désigne un missile basé au sol d'une portée supérieure à 5500 kilomètres. Un bombardier lourd correspond à un appareil dont la portée dépasse 8000 kilomètres ou qui est équipé pour lancer des missiles de croisière nucléaires à longue portée.

L'accord instaure un régime de vérification comprenant des inspections sur site et des échanges réguliers d'informations. Les parties doivent se transmettre, au plus tard 45 jours après l'entrée en vigueur, des bases de données complètes sur leurs arsenaux. Dans les 60 jours, une exposition doit être organisée pour toute nouvelle arme nucléaire stratégique non présentée dans le cadre du traité START I.

Le traité ne couvre toutefois pas l'ensemble des arsenaux nucléaires. Les armes nucléaires tactiques, de plus faible portée et puissance, en sont exclues. Les ogives nucléaires inactives stockées ne sont pas comptabilisées. Cette limitation constitue un point de critique pour

certaines observateurs qui y voient un progrès modeste vers le désarmement nucléaire complet.

L'accord répond à plusieurs objectifs stratégiques pour les deux parties. Il permet aux États-Unis et à la Russie, qui détiennent ensemble environ 90% de l'arsenal nucléaire mondial, de démontrer leur engagement en faveur du désarmement dans la perspective de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération prévue au printemps 2010.

L'article VI du TNP impose aux puissances nucléaires de poursuivre des négociations de bonne foi en vue du désarmement nucléaire. La signature du New START offre aux deux pays un argument tangible pour affirmer qu'ils respectent cet engagement international.

Sur le plan bilatéral, le traité vise à rétablir un climat de confiance mutuelle et de prévisibilité stratégique entre Washington et Moscou. Les mécanismes de vérification permettent à chaque partie de s'assurer que l'autre respecte ses engagements, réduisant ainsi les risques de malentendus ou d'escalade militaire.

Cependant, des divergences subsistent. La Russie manifeste des préoccupations concernant les projets américains de défense antimissile. Bien que le traité ne limite pas explicitement ces systèmes, le préambule évoque le lien entre armements offensifs et défensifs. Côté américain, certains responsables souhaitent que de futurs accords incluent les armes nucléaires tactiques, domaine dans lequel la Russie dispose d'une supériorité numérique.

## Un processus de ratification long et délicat

La signature à Prague ne marque que le début d'un processus de ratification qui s'avère long et politiquement délicat dans les deux pays.

Aux États-Unis, la Constitution exige que les traités internationaux soient ratifiés par les deux tiers du Sénat, soit 67 voix sur 100. Bien que le parti démocrate dispose de la majorité, l'administration Obama doit convaincre des sénateurs républicains de soutenir le texte. Certains élus conservateurs expriment des réserves, notamment sur l'absence de clauses concernant la défense antimissile et les armes tactiques.

Après de longues tractations et discussions, le Sénat américain vote la ratification le 22 décembre 2010 par 71 voix contre 26. Treize sénateurs républicains rejoignent les cinquante-six démocrates et les deux indépendants pour approuver le traité. Barack Obama signe les instruments de ratification le 2 février 2011.

En Russie, le processus connaît également des oppositions. Certains députés critiquent l'absence de clauses contraignantes sur les systèmes antimissiles américains. Néanmoins, le 25 janvier 2011, la Douma d'État approuve le traité par 350 voix pour, 96 contre et une abstention.

**Le traité entre formellement en vigueur le 5 février 2011 lors d'un échange**

## **d'instruments de ratification entre la secrétaire d'État Hillary Clinton et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à Munich.**

Signé pour une durée initiale de dix ans, le texte prévoit une possible prolongation de cinq années supplémentaires par accord mutuel. Les parties disposent également de la possibilité de négocier un traité successeur avant son expiration.

Les deux pays s'engagent à mettre en conformité leurs arsenaux avec les plafonds fixés dans un délai de sept ans. En 2018, les États-Unis et la Russie déclarent avoir atteint les niveaux quantitatifs prévus par le traité, bien que des controverses subsistent sur la méthode de comptabilisation de certains systèmes d'armes.

Le traité New START s'inscrit dans une longue tradition de contrôle bilatéral des armements nucléaires remontant aux accords SALT I de 1972. Il succède au traité START I de 1991 et au SORT de 2002, marquant une continuité dans l'effort de réduction progressive des arsenaux.

L'accord de Prague représente néanmoins le dernier grand traité de désarmement nucléaire entre les deux puissances. Son avenir s'assombrit progressivement avec la détérioration des relations russo-américaines après 2014. En février 2023, le président Vladimir Poutine annonce la suspension de la participation russe au traité, invoquant des violations américaines et le soutien occidental à l'Ukraine.

Bien qu'initialement prévu pour expirer le 5 février 2021, le traité bénéficie d'une prolongation de cinq ans décidée in extremis en janvier 2021 par l'administration Biden et le gouvernement russe. Cette extension permet de maintenir temporairement un cadre de limitation des arsenaux, mais les inspections sur site, interrompues en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, ne reprennent jamais.

La signature du 8 avril 2010 à Prague demeure un moment symbolique fort dans l'histoire du désarmement nucléaire. Elle témoigne de la capacité des grandes puissances à négocier et à s'accorder sur des questions de sécurité vitale, même dans un contexte de méfiance persistante. Elle illustre également les limites de tels accords bilatéraux face aux évolutions géopolitiques et à l'émergence de nouvelles puissances nucléaires.

**Le traité expire définitivement le 5 février 2026 marquant la fin de l'architecture juridique du contrôle des armements nucléaires bilatéraux russo-américains établie depuis plus de 50 ans.**

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)